

Le sionisme n'était peut-être pas une si bonne idée après tout, par Selim Nassib

Libération, le 22/09/2026

Le documentaire «Naza» qui décrit le mécanisme du massacre des Gazaouis pourrait ébranler la société israélienne. Si le pays a gagné une légitimité de fait, il n'a pas renoncé à l'idée de faire disparaître les Palestiniens. Sa réplique au 7 Octobre sème autour de lui mort et désolation – et met en danger sa propre existence.

Yuval Abraham et Rachel Szor, auteurs du documentaire «Naza», à la Mostra, à Venise (Italie), le 12 septembre 2026. (Laurent Hou/Hans Lucas. AFP)

Ce qui est frappant (et glaçant) dans le film israélien *Naza* que j'ai vu en projection de presse, c'est sa description clinique du *modus operandi* d'un génocide précisément décrit par ceux qui étaient aux manettes de sa mise en œuvre. Le dispositif est celui d'une machine militaire et idéologique extrêmement sophistiquée nourrie à l'intelligence artificielle mais qui, à l'arrivée, a toutes les apparences d'un jeu vidéo. La cible (un cadre ou un militant du Hamas) est localisée grâce à son téléphone portable, principalement quand elle rentre chez elle pour dormir, entourée de sa famille. L'opérateur installé dans une tour de Tel-Aviv presse alors sur un bouton, l'image sur son écran montre que l'immeuble tout entier s'est écroulé, sans bruit. Le nombre de civils, hommes, femmes et enfants présents étant précisément répertorié, on connaît le nombre exact de «victimes collatérales» – les Naza. L'officier (qui appartient à une unité d'élite très convoitée) passe alors à la cible suivante.

Visage dans l'ombre, il raconte aussi, avec 23 de ses collègues, la politique de destruction systématique de la bande de Gaza, immeubles aplatis, villes et villages rasés, populations chassées de chez elles. Le but ? Faire en sorte que ceux qui vivaient là «*n'aient plus d'endroit où revenir*».

Processus continu depuis 1948

A ceux qui pensent que Nétanyahou et son gouvernement d'extrême droite ont fait perdre son âme à l'Etat d'Israël, il faut rappeler qu'en 1948, avec Ben Gourion aux commandes, plus de 75 % de la population palestinienne ont été poussés dehors selon un plan précis (le plan Daleth) et plus de 400 villages détruits – pour que les expulsés et ceux ayant pris la fuite «*n'aient plus d'endroit où revenir*». Dans la foulée, l'Etat d'Israël naissant votait une «loi sur la propriété des absents» permettant de s'approprier les terres ainsi vidées de leurs habitants.

Le contexte n'était évidemment pas le même. On sortait de la guerre mondiale, la découverte de l'horreur absolue de la Shoah bouleversait le monde et la plupart des Israéliens étaient persuadés de revenir dans «le pays de leurs ancêtres» sans léser personne. D'emblée, Israël a été regardé comme un pays démocratique pour ses nationaux – et plus ou moins démocratique pour les Palestiniens restés sur place. Son image en Occident était globalement très positive. Rien à lui reprocher si l'on voulait bien oublier la Nakba qui lui avait donné naissance. Or, celle-ci n'est pas un événement appartenant à un moment précis du passé, mais un processus continu, une épuration ethnique

systématique commencée en 1948, poursuivie au moment de la guerre des Six Jours et aboutissant, aujourd'hui, à la tentative implacable de se débarrasser des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie – qui n'ont, malheureusement pour Israël, nulle part où aller. La promesse du sionisme d'offrir aux Juifs un havre de paix et de sécurité ne semble pas tout à fait tenue à l'arrivée.

Quand je dis une chose pareille, on me demande toujours d'un air horrifié si je veux la disparition de l'Etat d'Israël. Je réponds que non. Le Hamas a montré qu'il la désirait ardemment – mais il n'y est pas arrivé. Dans ces conditions, les seuls qui menacent véritablement son existence sont ses propres dirigeants. Depuis l'horreur du 7 Octobre, ils agissent avec une telle férocité impassible qu'ils plantent dans le cœur de leurs victimes une haine inextinguible et parfaitement compréhensible. Et ils invoquent l'antisémitisme quand on leur demande le pourquoi de cette haine.

Israël n'a aucune légitimité «biblique» comme certains le prétendent, le fait que ses ancêtres hébreux y aient vécu ne lui donne aucun droit. En revanche, il a acquis une légitimité de fait. Son projet utopique, cruel pour tout autre que lui-même, a abouti à la création d'une société dotée d'une langue, d'une économie, d'un dynamisme et de capacités créatrices évidentes. Même si son modèle implose et que les meilleurs de ses citoyens émigrent, c'est un pays.

Politique de la brutalité

Bien sûr, l'Iran représente pour lui une menace sérieuse. Mais la guerre déclenchée à l'instigation de Nétanyahou dans le but de l'affaiblir s'est conclue par un résultat exactement inverse, le renforcement du régime islamique, sa mainmise sur les voies de passage du pétrole moyen-oriental et le déclenchement d'une crise économique mondiale. En termes de fiasco, on pouvait difficilement faire mieux.

La politique de la brutalité a ainsi montré de façon éclatante qu'elle était contre-productive tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Mais l'autre, la voie de l'apaisement, si elle est encore possible, restera impraticable tant que les Israéliens ne regarderont pas en face l'événement originel sur lequel leur Etat a été fondé. Aucun de leurs dirigeants, qu'il soit au pouvoir ou dans l'opposition, n'a même l'idée d'en parler – pas plus que des crimes commis à Gaza. A l'approche des élections, le principal sujet de campagne est l'heure à laquelle Nétanyahou a été réveillé au matin du 7 Octobre. Les Palestiniens existaient à peine avant cette date, ils n'existent plus du tout depuis.

Les seuls à sauver l'honneur sont certaines personnalités qui ne sont plus aux commandes, le journal *Haaretz*, des intellectuels, des ONG, des gens perdus dans la foule et Yuval Abraham et Rachel Szor, les deux auteurs du film *Naza* que le festival de Venise vient de couronner. Que toutes tendances confondues, 2 000 professionnels du cinéma aient signé une pétition les soutenant face à la menace du pouvoir de leur retirer leur nationalité est une bouffée d'air frais. Leur travail et les témoignages des 24 soldats qu'ils ont recueillis peuvent être un coup de hache porté au tissu des mensonges dans lequel baignent les Israéliens. Mais rien n'est sûr. Un journaliste de *Haaretz* écrit dans la rubrique «opinion» que, n'ayant pas eu l'occasion de voir le film, le public pourrait très bien être sensible à la propagande du gouvernement et de l'extrême droite présentant les deux auteurs comme des agents gauchistes, aimant les Arabes et s'en prenant aux autres («Nous !») Israéliens humanistes, patriotes et soutenant leur armée. Des manifestants défilent déjà sous les fenêtres des parents de l'autrice dans un village du Nord en criant : «*La peine de mort pour les traîtres !*»

Jusqu'à preuve du contraire, ceux qui voient le problème sont encore trop dispersés pour devenir une force politique. Dans ces conditions, comment des citoyens ordinaires soumis à un matraquage idéologique incessant (*«nous n'avons pas le choix, le monde entier est antisémite, nous ne faisons que nous défendre»*) pourraient-ils changer ? Si, par miracle, ils ouvraient les yeux, ils verraient qu'il n'existe pas d'autre solution que de partager la terre – c'est-à-dire de renoncer à l'idée folle de faire disparaître l'autre.

Dans l'histoire d'Israël, deux dirigeants l'ont compris : Ben Gourion en 1967 quand il a dit qu'il fallait rendre les Territoires occupés en contrepartie de la paix – mais il n'était plus au pouvoir ; Yitzhak Rabin en 1993 quand il a signé les accords d'Oslo – mais il a été assassiné. La paix reste donc mission impossible pour l'instant. Trop de sang et trop de haine. Toutes les portes semblent fermées, sauf si *Naza* amorce un point de rupture.